

# Les leçons qui coûtent cher

Tribune – Edito – Ndimby A. – 02/12/10

Un mois de prison avec sursis pour Riana Ranjeva pour « outrage à agents publics (article 224 du Code pénal) ». Selon le procès-verbal d'enquête préliminaire rédigé par lesdites forces de l'ordre, les paroles jugées licencieuses étaient : « Mialà teo ianareo fa izaho tsy mila miaramila mitazona basy ety amin'ny vavahadiko, izaho ihany koa tsy mila miresaka amin'ny olona manao fanamiana ». (Traduction : Allez vous-en car je ne veux pas de militaires en armes devant mon portail, et je ne veux pas parler à des gens en uniforme). J'invite chacun à se faire sa propre opinion sur le caractère injurieux, insultant ou outrageant de ces paroles. La prudence veut qu'on ne commente pas une décision de justice, surtout dans un pays où la démocratie n'existe que dans le surnom des places publiques. Rappelons tout juste ici l'opinion du Syndicat des Magistrats de Madagascar sur la politisation de la justice à Madagascar à travers leur communiqué du 24 septembre 2009. Mais l'essentiel est que Riana soit ressortie libre. Reste à voir ce que le pouvoir tentera de manigancer pour intimider son père et son entourage. Quoi qu'il en soit, le cas de Raymond Ranjeva est une épine aux pieds du régime de transition, car quoi que ses hiérarques et griots disent, s'attaquer ainsi à un ancien juge de la Cour internationale de justice de l'ONU va (enfin) attirer sur les pratiques hâtives le regard intéressé de la presse internationale.

Dans tous les films policiers, la question qui détermine le premier suspect est : « à qui profite le crime ». Posons-nous alors la question : à qui profite l'affaire du BANI, si ce n'est au pouvoir hâtif ? Elle décapite l'opposition ; purge l'armée des hauts gradés potentiellement dangereux pour lui ; fait passer sans trop de résistance post-électorale un référendum adoubé par les deux pelés et trois tondus vazaha qui étaient venus l'observer ; mais surtout, elle permet de lancer une vaste campagne d'enquêtes et de répression qui va au mieux intimider, et au pire faire taire ceux qui se refusent à courber l'échine. Et ce n'est pas que j'aie une sympathie quelconque pour le Général Raelina et encore moins pour le Colonel Coutity, mais je m'étonne que dans un État qui s'affirme de Droit, et de surcroît avec une activiste de l'action contre la torture dans les allées du pouvoir, les sévices corporels fassent encore partie des méthodes d'enquête. À moins que Maître Maria Raharivonirina ait oublié ses beaux principes depuis qu'elle fricote avec la CENI. Et en plus certains griots du régime tentent de justifier ces actes de torture.

Tsena mora, trano mora, Antanimora : au pays du moramora, tel est le triptyque magique pour, d'un côté, asseoir la popularité de la transition auprès de la plèbe, et de l'autre, imposer sa stabilité en réduisant au silence les empêcheurs de putscher en rond. Et tout ceci, alors que le Fitiavana est inscrit comme valeur constitutionnelle. Le verdict du procès de Riana Ranjeva me fait également penser aux 6 mois de prison avec sursis dont a écopé l'ingénieur Vonjy pour avoir défendu des civils en 2009 contre les forces de répression envoyées à Ambohitovo contre les légalistes. Ou aux six mois de prison avec sursis infligés au Dr Jaurès Rabemananjara, qui avait sur son ordinateur des photos ou des textes jugés « compromettants ». Ainsi va la Justice vita gasy, qui associée aux enquêteurs Vita gasy, se chargent de créer le contexte favorable à la pensée unique [1]. Selon nos confères de Midi-Madagasikara, 350 personnes sont passés par la case prison pour motifs politiques depuis que Andry Rajoelina est au pouvoir. Espérons pour eux qu'ils pourront tirer une carte chance ou aboutir à la Rue de la Paix.

L'actualité récente nous rappelle que bizarrement, Tantely Andrianarivo annonce son retrait de la vie politique, alors qu'il était pourtant revenu de France pour se mettre dans les starting-blocks. Le fameux blog anti-HAT tenu par NJ a subitement disparu de la circulation sans crier gare. Autocensure ou résultat de menaces ? Des cabales de griots se créent pour intimider le chroniqueur VANF ou la juriste Sahondra Rabenarivo, juste parce qu'ils ont exprimé des opinions contraires à ce que les démocrates à la sauce hâtive voulaient entendre. Le PDS d'Antananarivo Edgar Razafindravaha est maintenant dans la ligne de mire des hâtifs, juste parce qu'il avait décidé d'accorder l'accès au stade Malacamp aux trois mouvances, ce qui avait irrité les faucons et surtout les vrais du régime. La radio Fototra du parti Hasin'i Madagasikara de Saharaha Georget Rabeharisoa a été réduite au silence, depuis que son leader a pointé du doigt les excès du trafic de bois de rose. On citera également pour mémoire que Topmada a subitement décidé en 2009 pour des raisons inconnues de ne plus écrire d'articles. Et que le blogueur Solofo a dû s'enfuir du pays parce qu'il avait placé sur son blog des images qui ne traitaient pas le 7 février 2009 d'un point de vue qui arrangeait ses commanditaires.

**Réflexes dictatoriaux : le changement dans la continuité ?**

Rappelons deux définitions tirées de Wikipedia. Totalitarisme : « système politique (...) n'admettant aucune opposition organisée, dans lequel l'État tend à contrôler la totalité des activités de la société, s'imposant (...) jusque dans la sphère privée des familles et des citoyens, et tentant non pas de limiter la noosphère et les possibilités de pensée, d'expression, de création, de recherche et de réunion, mais de les contrôler aussi étroitement que possible, en imposant à tous les citoyens l'adhésion à une idéologie obligatoire, hors de laquelle ils sont considérés comme ennemis de la communauté. (...) Le totalitarisme signifie étymologiquement : système tendant à la totalité, à l'uniformité ». Dictature : « La dictature désigne un régime politique dans lequel une personne ou un groupe de personnes exercent tous les pouvoirs de façon absolue, sans qu'aucune loi ou institution ne les limite ».

Autrement dit, dans une dictature ou un régime totalitaire, les gens au pouvoir font ce qu'ils veulent, sans que qui que ce soit n'ait le droit de dire quoi que ce soit. Ils peuvent emprisonner, torturer, favoriser les exportations de bois de rose, fermer les médias, monter des dossiers contre les citoyens qui représentent une menace contre eux, racketter les entreprises etc. La manipulation du Code Pénal fournira les arguments pour accuser les récalcitrants de « outrage à agents publics, déstabilisation, atteinte à la sécurité publique, mutinerie, tentative de coup d'État, organisation de rassemblement interdit, destructions de biens, trouble de l'ordre public, atteinte à la sûreté de l'État, diffusion de fausses nouvelles ». Et l'État de Droit qui avait été enfourché en 2009 comme cheval de bataille se retrouve finalement bien tordu.

Le coup d'État dont est issu ce régime hâtif a été perpétré au nom de la lutte pour la démocratie et contre la dictature, et a fait du changement son leitmotiv. C'est pour cela que malgré mes principes affichés et assumés de réfractaire à la violence, il y a quand même une situation qui me donne envie d'envoyer un sokoto geri dans les parties génitales de mon interlocuteur. Quand celui-ci me sort de façon stupide un argument du style : « oui, certainement il y a des abus. Mais où étiez-vous pour dénoncer les mêmes abus du temps de Ravallo ? Si vous n'avez rien dit à l'époque, vous devez aussi vous taire maintenant ». Le seul avantage d'entendre de telles insanités, c'est qu'au moins on peut avoir une illustration de ce que signifie triple crétin. Qui dans ce cas ne relève pas de l'insulte, mais du diagnostic médical. Car comment admettre benoîtement que les porte-flambeau du changement ne fassent que du vulgaire copier-coller des bêtises des régimes précédents ? Un régime qui fait un coup d'État en prétendant changer les choses sera jugé à l'aune des différences positives, et surtout négatives, avec son prédécesseur.

Ce n'est pas en changeant de numéro de République ou en faisant voter une nouvelle Constitution qu'on apporte le changement. Car ce sont plus ou moins les mêmes qui traînent dans le cercle du pouvoir, quels que soient les dirigeants : les magistrats, les forces dites de l'ordre, les politiciens, les milieux d'affaires mafieux, les forêts de bois de rose et les journalistes au plus offrant. Et quand je vois comment ce pays a des enquêteurs et des juges aussi rapides et zélés pour s'occuper des inoffensifs et non armés Raymond et Riana Ranjeva, je m'étonne encore qu'il puisse y avoir des bandits et des criminels dans ce pays.

Dire que tout va bien actuellement, et refuser d'admettre qu'il y a de graves problèmes qui augurent de problèmes encore plus graves, est donc une façon de pratiquer la politique de l'autruche. Ainsi, celui qui veut vivre sereinement dans ce pays et ne pas laisser une image exécrationnelle et vouée aux gémonies, a intérêt à faire de la réconciliation nationale une priorité. Je me demande si Marc Ravalomanana se rend compte qu'il aurait dû prêter attention au CRN du Professeur Zafy en 2002.

Il est certain que ce n'est pas à coups de procès, d'intimidation et de crise de complotite aiguë que la crise va se régler de façon durable, car cela ne fera qu'accroître la haine, la division, et favoriser un jour la montée en puissance d'un martyr inattendu : les expériences de Philibert Tsiranana, de Didier Ratsiraka ou de Marc Ravalomanana (et plus loin de nous, de Pinochet, Staline, Duvalier, Dadis Camara ou autres dirigeants de sinistre mémoire) nous démontrent que le règne par la force, la violence et l'injustice ne protège personne de façon durable, et que ceux qui tentent cette voie en jouissent un temps, mais ont avec leur entourage des destinées tragiques. C'est juste une leçon de l'Histoire. Mais on se demande si ces gens-là ont une notion minimum de culture historique.

« L'histoire des hommes est l'histoire de leurs erreurs et non de leur vérité. La vérité est probablement comme le bonheur, elle est toute simple et elle n'a pas d'histoire » disait Albert Camus. Ce à quoi rétorque avec une avance de deux siècles Benjamin Franklin : « L'expérience est une école où les leçons coûtent cher, mais les sots ne s'instruisent que là ».

### **Les leçons de l'Histoire**

Je vous parle d'un temps que les moins de 20 ans ne peuvent pas connaître. Pol Pot (diminutif du surnom de Political Potential que lui ont donné les Chinois) était un leader politique cambodgien. Parti suivre des études en France, il en revient sans avoir été capable de décrocher le moindre diplôme. Arrivé au pouvoir à

la faveur d'un coup d'Etat en 1975, après avoir renversé le général Lon Nol (un autre putschiste), Pol Pot est tout d'abord considéré par la population comme un sauveur face aux abus du général qu'il avait fait chuter. Mais très vite, les Cambodgiens déchantent. Il montra sa cruauté envers ceux qui lui résistaient, les intellectuels, ceux qui n'étaient pas des paysans khmers etc.

Pol Pot s'enfuit dans la jungle lorsque les troupes vietnamiennes envahirent le Cambodge en 1979, et se réfugia en Thaïlande. Son nom est alors lié à des trafics de bois précieux et de pierres précieuses. Il finit par être retrouvé, emprisonné, et à sa mort en prison (officiellement de crise cardiaque), il eut une fin digne de son parcours politique : son corps fut incinéré avec des ordures et des pneus. Résultat de quatre ans de pouvoir : plus d'un million et demi d'individus morts à cause des exécutions, de la torture, du travail forcé, de maladie ou de famine.

Du parcours ainsi résumé de Pol Pot, je retiens essentiellement cinq choses. Un, ce chef d'État arrivé au pouvoir par la force s'y est maintenu par la bestialité. Deux, Pol Pot qui n'a pas fait d'études supérieures a eu pour seul horizon la loi de la jungle et de la répression. Trois, Pol Pot a persécuté les intellectuels pour se venger de ne pas l'être. Quatre, dans un contexte où la Loi est mise entre parenthèses, les trafics de bois précieux lui ont permis d'arrondir ses fins de mois. Cinq, Pol Pot fut d'abord applaudi en héros lorsqu'il a renversé Lon Nol, avant d'être par la suite haï, rappelant la sagesse contenue dans la citation de Louis Latzarus : « Toute révolution est commencée par des idéalistes, poursuivie par des démolisseurs et achevée par un tyran ». Sauf que ce sont souvent les mêmes personnes, dont le comportement pourrait au fil du temps. Raison pour laquelle il faut a priori se méfier de n'importe quel révolutionnaire, et ce dès le début de son positionnement, pour ne pas avoir à dire ensuite de façon hypocrite et idiote : « on a soutenu la révolution car on avait l'espoir sincère qu'elle changerait les choses, mais on s'est trompé. Vous n'allez pas nous en vouloir pour ça ». Tiens donc, on va se gêner...

Je laisse à la sagacité des lecteurs le soin de tirer des conclusions personnelles de tout ce qui précède. Comparaison n'est pas raison. Mais qui vole un œuf vole un bœuf, dit-on aussi. Tout n'est donc pas toujours question de quantité, mais de principes.

## Notes

[1] L'utilisation de l'expression vita gasy n'est certainement pas ici une critique de ce qui est produit à Madagascar, pour lequel cependant je préfère de loin le slogan de Tiko « Vita Malagasy », et encore moins une ironie contre mon ami forumiste qui signe Vitagasy.

Source : <http://www.madagascar-tribune.com/Les-lecons-qui-coutent-cher,15169.html>